

COMMUNIQUÉ - L'UPR demande une enquête sur les centaines de millions d'euros versés par les Français à l'Ukraine, via l'UE



The image is a screenshot of the European Council's official website. At the top left is the European Union flag. The main header reads 'Conseil européen'. Below it are navigation links: 'Accueil', 'L'institution', and 'Le président'. The breadcrumb trail shows 'Accueil » L'UE et l'Ukraine: vers des relations plus étroites'. The article is dated '25/02/2013' and has the title 'L'UE et l'Ukraine: vers des relations plus étroites'. The text describes the 16th EU-Ukraine summit in Brussels on February 25, 2013, aimed at discussing the association agreement and the Eastern Partnership zone. A photograph shows three men in suits standing in front of the EU and Ukrainian flags. The caption identifies them as Viktor Yanukovich (Ukrainian President), Herman Van Rompuy (President of the European Council), and José Manuel Barroso (President of the European Commission). The copyright notice at the bottom reads '© Union européenne 2013'.

L'UPR demande une enquête officielle sur l'utilisation finale très précise des 120 millions d'euros versés par les contribuables français - via la Commission européenne - au régime de Viktor Ianoukovitch et sur les centaines de millions d'euros que le gouvernement compte désormais verser au nouveau régime putschiste.

L'UPR rappelle que, depuis son élection - le 7 février 2010 - et jusqu'au 20 novembre 2013, c'est-à-dire pendant 3 ans et 9 mois, le président ukrainien Ianoukovitch a été jugé par tous les dirigeants euro-atlantistes - et notamment par les dirigeants français Nicolas Sarkozy et François Hollande - comme un homme si respectable et partageant à ce point les "valeurs" de l'Occident qu'ils l'aidaient par des financements massifs à faire entrer son pays dans l'UE et dans l'OTAN.

L'Union européenne a en effet versé 2,5 milliards d'euros de subventions à l'Ukraine depuis 1991 et ce soutien financier massif s'est encore accru pendant la présidence de Viktor Ianoukovitch. Au cours des seules années 2011-2013, la Commission européenne a versé 470,1 millions d'euros à l'Ukraine au seul titre de la "politique européenne de voisinage" (PEV).

Les fonds dits "européens" étant en réalité payés par les contribuables nationaux, on peut estimer à environ 120 millions d'euros le montant total que les contribuables français ont ainsi versé, via l'Union européenne, au régime de Ianoukovitch de février 2010 à février 2014.

The screenshot shows the NATO website header with the logo and the text "ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD". The navigation menu includes "Organisation", "L'OTAN de A à Z", "Presse", and "Digithèque". Below the menu, there are breadcrumb links: "Homepage", "Presse", and "Nouvelles". The main content area features a date "12 Feb. 2010" and a headline: "Le Secrétaire général de l'OTAN félicite Viktor Ianoukovitch à l'occasion de son élection à la présidence de l'Ukraine". A sub-headline reads: "Au nom de l'OTAN, je félicite chaleureusement M. Viktor Ianoukovitch à l'occasion de son élection à la présidence de l'Ukraine. Ces élections ont été libres, régulières et démocratiques; elles sont un modèle pour la région." Below this, a paragraph states: "L'OTAN est résolue à approfondir son partenariat stratégique avec l'Ukraine, notamment en l'aidant, lorsque ce sera possible, à mener à bien son programme de réformes, et je me réjouis personnellement à la perspective de travailler en étroite collaboration avec le président Ianoukovitch." On the right side, there is a "Choisir la langue" dropdown menu and a "Mis à jour le:" field. A red "DOSSIER" button with a plus sign and the text "Ukraine, L" is also visible.

Message de félicitation adressé le 12 février 2010 par le Secrétaire général de l'OTAN à Viktor Ianoukovitch à l'occasion de son élection à la présidence de l'Ukraine. [[source](#)]

The screenshot shows the European Council website header with the logo and the text "Conseil européen". The navigation menu includes "Accueil", "L'institution", and "Le président". Below the menu, there are breadcrumb links: "Accueil" and "L'UE et l'Ukraine: vers des relations plus étroites". The main content area features a date "25/02/2013" and a headline: "L'UE et l'Ukraine: vers des relations plus étroites". A paragraph reads: "Le 16e sommet UE-Ukraine s'est tenu à Bruxelles le 25 février 2013. L'objectif de la réunion était d'examiner les conditions concernant la signature de l'accord d'association et la mise en place d'une zone de libre-échange approfondi et complet lors du sommet du partenariat oriental, qui se tiendra à Vilnius en novembre. Le thème principal des discussions était le programme de réformes de l'Ukraine." To the right of the text is a photograph of three men standing in front of a backdrop with the EU and Ukrainian flags. The caption below the photo reads: "Victor Ianoukovitch, président ukrainien; Herman Van Rompuy, président du Conseil européen; José Manuel Barroso, président de la Commission européenne". At the bottom, there is a copyright notice: "© Union européenne 2013".

Lors du sommet UE-Ukraine tenu à Bruxelles le 25 février 2013, le président Ianoukovitch était encore présenté par les dirigeants de l'UE comme un homme éminemment fréquentable...[[source](#)]

L'UPR rappelle par ailleurs que c'est la décision, prise le 20 novembre 2013 par le président Ianoukovitch, de renoncer aux projets d'accords avec l'Union européenne et l'OTAN, qui a déclenché la crise dans laquelle s'enfonce l'Ukraine.

Ce revirement résultant de la décision du président Vladimir Poutine d'augmenter considérablement l'aide financière russe aux dirigeants ukrainiens, les dirigeants euro-atlantistes ont réagi comme des truands. Furieux de constater que la politique du président Ianoukovitch consistait tout simplement à s'offrir au plus offrant, ils ont soudain dénoncé haut et fort la corruption d'un régime dont ils avaient été jusqu'alors les principaux corrupteurs.

Dans la foulée, ils se sont soudain avisés que le régime ukrainien était infrequentable parce qu'il violait les droits de l'homme, et les services de Washington ont fomenté un coup d'État de toutes pièces pour installer à Kiev une équipe gouvernementale entièrement à leur botte.

La conversation téléphonique secrète - révélée au monde entier par les services russes - au cours de laquelle Mme Victoria Nuland, Sous-secrétaire d'Etat américaine, indique à l'ambassadeur américain à Kiev Geoffrey Pyatt quels doivent être les nouveaux dirigeants ukrainiens choisis par Washington, retire tout doute quant à la réalité de ce complot.

Dans ces conditions :

- **1°) L'UPR demande à François Hollande d'avoir la décence de ne pas invoquer les grands principes démocratiques au moment où il soutient le coup d'État mené par Washington contre le président démocratiquement élu Ianoukovitch, dont la popularité en Ukraine était d'ailleurs supérieure à celle de François Hollande lui-même en France.**
- **2°) L'UPR demande qu'une enquête parlementaire officielle, s'appuyant sur Interpol, présente aux Français à quoi ont précisément servi les quelque 120 millions qu'ils ont versés - via la Commission européenne - au régime du président Ianoukovitch depuis février 2010, et cela avec le plein assentiment des présidents Sarkozy et Hollande.**
- **3°) En ces temps de rigueur budgétaire implacable, l'UPR demande enfin que le gouvernement précise aux Français le montant exact de l'aide nouvelle qu'il s'apprête à déverser, toujours au nom de sa quote-part dans l'Union européenne, aux nouveaux dirigeants putschistes ukrainiens choisis par Washington.**

Pour que les citoyens français comprennent comment sont utilisés leurs impôts, l'UPR demande que le montant de cette nouvelle aide française à l'Ukraine sous domination américaine soit traduit en équivalent de postes d'enseignants, d'agents hospitaliers et de policiers supprimés pour cause de déficit excessif.